

La deuxième phase de l'expansion du service fait à l'agriculture, par l'intermédiaire des relations entre le gouvernement fédéral et ceux des États a été entreprise en 1887, en vertu de la loi Hatch. Il s'agissait de faciliter l'exécution d'un programme de recherche en agriculture. Le travail s'est fait au moyen de subventions fédérales à chacun des États pour l'établissement de stations expérimentales d'agriculture dans les États. De temps à autre, l'aide fédérale a été augmentée au moyen de la loi Adams (1906), de la loi Purnell (1925), de la loi Bankhead-Jones (1935) et la Loi sur la recherche et la vente (1946). Tout d'abord, la recherche a été appliquée aux questions et aux problèmes de production, mais, en 1925, la loi Purnell a ouvert la voie aux enquêtes économiques et sociologiques, tout comme si elles faisaient partie du programme. Maintenant¹, une somme d'environ 31 millions et demi de dollars est disponible au moyen de subventions fédérales annuelles accordées à ces institutions. Cette somme constitue à peu près le tiers des fonds dépensés par les États.

En outre, le gouvernement fédéral a entrepris beaucoup de recherches, au sein du département de l'Agriculture et des diverses sous-stations de celui-ci. Ces recherches ont coûté le double des fonds fédéraux versés pour la recherche entreprise aux stations expérimentales des États².

Les recherches pour le bénéfice de l'agriculture aux États-Unis ont été grandement accélérées par le travail d'équipe qui s'est accompli au cours des années entre le département de l'Agriculture des États-Unis et les stations tout autant qu'entre les diverses stations expérimentales des États. Les problèmes régionaux sont résolus moyennant la coopération des stations expérimentales et une ou plusieurs agences départementales. C'est au moyen de ces arrangements que sont considérées les responsabilités départementales quant aux problèmes de recherche. Ce genre d'arrangements entre le gouvernement fédéral et ceux des États facilite la coordination de la recherche dont le département fédéral de l'Agriculture a la responsabilité. A la vérité, tous les services de recherche du département participent à ce travail de concert avec les stations expérimentales des États.

La troisième phase du service que fait à l'industrie le département de l'Agriculture, aux États-Unis, concerne la mise en valeur d'un service coopératif d'expansion³ tant au point de vue fédéral qu'à celui des États. Par l'entremise de ce service, le résultat des recherches entreprises aux stations expérimentales des États et au département a été étendu à la population des centres ruraux. Cela a été fait grâce à l'adoption, en 1914, de la loi Smith-Lever, qui prévoit un programme étendu d'éducation des adultes, dans les centres ruraux. Toutefois, l'établissement du service fédéral de vulgarisation dans le département n'a pas eu lieu avant l'adoption de l'*Agricultural Appropriation Act* de 1924. Au moment de la réorganisation du département, en 1953, le secrétaire a insisté de nouveau pour que le Service fédéral de vulgarisation ait encore la direction de tous les programmes d'éducation générale. En 1953, également, la loi Smith-Lever a été modifiée de façon à l'unir à neuf autres lois se rapportant au travail d'expansion. Une autre modification adoptée en 1955, a autorisé l'usage de fonds fédéraux pour des travaux de vulgarisation entrepris en vertu du programme d'aménagement rural, sans que les États aient à fournir une somme égale, comme l'exige le programme régulier de vulgarisation.

¹ Renseignement fourni par le département de l'Agriculture des É.-U.

² En 1950, ces recherches ont coûté environ 63 millions de dollars.

³ Le caractère coopératif de ce service est expliqué en détail dans un «Mémoire de compréhension» uniforme (révisé le 16 novembre 1954) entre le département de l'Agriculture et chaque collège ou université établi d'après le régime appelé *landgrant*.